

## Registre des intérêts – Déclaration

**Noms :** *Hamoir-Barberini* **Prénoms :** *Anne-Sophie*

**Groupe/parti :** *Alliance montaine / PLR*

- a) Activités professionnelles \*(fonction et entreprise) :  
*Gestionnaire et juriste Vaudoise Assurances, traductrice indépendante*
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune \*(conseil d'administration, fondation) :  
*Aucune*
- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale : *Aucune*
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :  
*Comité Alliance montaine (vice-présidence), PLR Le Mont (membre)*
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse \*(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière) :  
*Membre TCS*
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :  
*Aucune*
- g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune – n° de parcelle(s):  
*Maison individuelle avec terrain – parcelle n° 1387*
- h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :  
*Parts sociales Raiffeisen Le Mont*

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 19 avril 2024

Signature :



\*Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.

**Source :** Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

**Contrôle :** Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...